

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Par l'action
directe :

LES 40 HEURES
TOUT DE SUITE
ET POUR TOUS!

“... PAR TOUS MOYENS APPROPRIES”le capitalisme continue

Après un discours

La quadrature du désarmement

La déclaration de politique extérieure du Gouvernement, le discours de M. Blum à Genève ont ramené à la surface le bateau du désarmement.

Nous désarmerons si, nous désarmerons quand, nous désarmerons bien, mais...

Comme feu Poincaré, de sinistre mémoire, comme M. Tardieu, comme M. Herriot, les mauvais bergers du Front populaire, sur les tréteaux funèbres de la S. D. N., se sont livrés une fois de plus aux gesticulations, classiques en pareille matière, de la rhétorique impérialiste.

Le désarmement!

Ce vocable magique et le vieux rêve humain qu'il exprime, dont, depuis la dernière guerre, tant d'hommes de bonne foi ont bercé leur espoir et leur angoisse, ont la vie dure. Malgré les échecs que lui ont infligés d'interminables tentatives (rappelez-vous ces conférences de désarmement tenues à grand orchestre et enterrées dans le silence), malgré la dérision dont la oncle la réalité internationale (M. Vincent Auriol lui-même rappelait dernièrement à la Chambre que le monde consacrait ANNUELLEMENT 140 MILLIARDS AUX ARMEMENTS), l'idée de désarmement tient encore les planches.

Non seulement le profane, à l'appel « pathétique » (comme dit le *Populaire*) des saliviers socialistes, se raccroche encore à cette planche pourrie, mais des gens qu'on pourrait croire avertis, des intellectuels (il en est d'honnêtes, à *Vigilance*, par exemple), des politiciens, qui passent pour lucides, même des syndicalistes qui dénoncent l'union sacrée ou nous conduisent le Front populaire, lient ou semblent tenir le désarmement pour le *neo plus ultra* de la lutte contre la guerre.

N'est-il pas significatif, à cet égard, de voir un Bergery, assez intelligent, peut-être pour comprendre le jeu infernal qui se joue sous ses yeux, mais trop combinard, trop lâche pour le dénoncer, ne trouver rien de mieux, contre la guerre, que d'inviter M. Blum à faire à l'Allemande (sic) d'arrêt inconditionnelle et spectaculaire (sic) d'arrêt inconditionnelle de la course aux armements!

Au moment où M. Blum confesse solennellement que « la course aux armements conduit fatalement à la guerre », il serait temps de regarder la réalité en face.

L'erreur fondamentale de tous ceux, quels qu'ils soient, qui établissent entre les armements et la guerre un rapport de cause à effet, est comparable à celle du médecin qui verrait dans la fièvre, qu'il n'importe quel symptôme la cause de la maladie.

EN EFFET, CE NE SONT PAS LES ARMEMENTS QUI ENGENDRENT LA GUERRE.

Les armements ne sont que les symptômes plus ou moins pressants, plus ou moins graves, des contradictions qui dressent les uns contre les autres les capitalismes nationaux avant de les précipiter dans le massacre mutuel.

LES ARMEMENTS NE SONT PAS UNE CAUSE, MAIS UN EFFET.

Ils expriment, de façon particulièrement scandaleuse, l'essence du monde impérialiste : la violence et la guerre.

Le péril se mesure à leur échelle. Mais eux-mêmes sont déterminés par une situation économique-politique donnée.

Cette situation, c'est celle de l'Europe et du monde tels que les ont faits les traités de 1919. Elle oppose essentiellement les impérialismes vainqueurs en 1918, crispés sur leur butin, et les impérialismes vaincus et spolies, affamés aujourd'hui de débouchés et de profits.

Qui n'a pas présentes à l'esprit ces vérités, premières parce que réelles, ne peut rien comprendre — malgré toute sa bonne volonté — au mal dont les armements ne sont que le symptôme le plus « spectaculaire ».

On sait bien, certes, que les « marchands de canons » qui jouent à peu près, en politique extérieure, le rôle mythique que les « 200 familles » jouent en politique intérieure, ne sauraient voir d'un œil défavorable la guerre qui fait leur fortune. Mais à qui fera-t-on croire, s'il réfléchit le moins du monde, que l'étatisation des fabriques d'armes — comme en Allemagne, en Italie et en Russie — a quelque chose à voir avec le désarmement?

Enfonçons donc bien dans la tête qu'il est parfaitement vain de bavarder sur la course aux armements sans mettre en cause la situation qui la rend nécessaire.

A moins d'être une sottise ou une hypocrisie, LA LUTTE CONTRE LES ARMEMENTS NE PEUT ÊTRE QUE LA LUTTE CONTRE CETTE SITUATION.

Modifiez cette situation, revisez de bon gré le statut versaillais de l'Europe et du monde, et peut-être (car il est bien tard), vous pourrez partiellement désarmer, gagner quelques années sur la guerre, dont seule l'action directe internationale des exploités et la destruction du capitalisme et de ses Etats meurtriers délivreront les hommes,

BERAT.

La semaine passée, nous avons dû renouveler ici même les raisons de notre méfiance à l'égard des actes futurs du Gouvernement de Front populaire. Ceci répondait aux reproches à nous faits par certains de ne pas accorder davantage confiance aux gens que la formidable vague de mécontentement, née de la crise sociale, a poussés au pouvoir.

Tant pendant la campagne électorale que depuis que le gouvernement Blum est au pouvoir, nous avons dit de toutes les manières et répété sur tous les tons que la classe ouvrière ne pourrait arracher des améliorations de son sort que par son action personnelle s'exerçant directement contre le patronat.

Les événements nous ont donné raison. C'est l'occupation des usines et non le gouvernement qui a imposé les augmentations de salaires, la semaine de 40 heures, le contrat collectif, les vacances payées, le contrôle ouvrier. Et les textes législatifs n'ont fait que donner une forme juridique à ce que les ouvriers avaient, en fait, obtenu par eux-mêmes.

C'est la constatation de ces faits évidents qui nous a fait protester quand des esprits qui sont aussi simplistes qu'ils se croient avertis, ont tenté d'en attribuer le mérite au gouvernement de Front populaire. Il est bien vrai cependant que celui-ci a déclaré par la bouche de son chef qu'en aucun cas il n'utiliserait la force coercitive contre les prolétaires en lutte.

Encore qu'il eût été pour le moins... surprenant que le premier acte de ce gouvernement fût de briser le mouvement revendicatif — lui qui a été élu pour le soutenir — nous avons bien voulu cependant reconnaître implicitement qu'il avait agi avec une neutralité bienveillante.

Mais nous ajoutons que le « meilleur » des gouvernements — fût-il de Front populaire — ne pourrait, sur le terrain de la légalité bourgeoise où il s'est placé, faire longtemps les affaires du prolétariat sans voir se dresser contre lui les forces des classes que l'amélioration de la condition ouvrière menace dans leur existence même.

Nous disions aussi que la conciliation de ces intérêts divergents était absolument impossible dans le cadre du régime actuel et qu'un jour très prochain le gouvernement de Front populaire ne pourrait trouver son salut parlementaire en agissant politiquement contre ses adversaires de droite et socialement contre ses adversaires de gauche, contre les ouvriers pratiquant l'action directe.

Ce n'était pas là des prophéties extravagantes mais la déduction logique de faits historiques dont la connaissance forme la science

sociale élémentaire. Cette politique, c'est celle des jacobins dont nos gens du F. P. s'affirment les héritiers directs. C'est aussi celle de la social-démocratie universelle, celle des Scheidemann, des Braun et aussi, hélas! des Noske. Elle aboutit généralement à Thermidor... ou à Hitler.

Il est très fortement à craindre que le gouvernement Blum-Salengro n'innove rien en cette matière.

Nous avons eu la semaine dernière les déclarations de Salengro dont nous avons été les seuls dans la presse ouvrière à souligner la menace.

Le même Salengro vient de récidiver. On sait maintenant à quoi s'en tenir. Les explications embarrassées de l'*Humanité*, du *Populaire*, les « interprétations » après coup, ne peuvent rien contre ce fait brutal : le ministre socialiste de l'Intérieur a bel et bien déclaré que, dorénavant, les occupations d'entreprises seraient interdites « par tous moyens appropriés ».

La gent journalistique de droite, les fascistes de tout poil jubilent intensément. « Enfin, écrivait-ils, on va rentrer dans la légalité. » C'est-à-dire — en traduisant en langage clair — « on va pouvoir continuer à exploiter tranquillement les ouvriers. Finis, ces procédés révolutionnaires qui nous ont fait un moment trembler si fort! »

C'est un ministre socialiste qui vient d'accomplir ce beau travail!

Ce sont les gens du Sénat qui lui en ont fait prendre l'engagement.

Le Sénat! Se rappelle-t-on les larmes de joie qui coulaient sur les joues socialistes et communistes lorsque, il y a quelques mois, celui-ci approuvait la dissolution des ligues fascistes? On eût pu croire alors que le danger fasciste fût liquidé par cette anodine mesure.

La encore, nous fûmes des rares à souffler sur l'enthousiasme véritablement imbécile de ces pseudo-révolutionnaires qui prenaient ce vote du Sénat pour un acte de défense démocratique.

Nous rappelions que le Sénat est l'organisme par excellence de la stabilité bourgeoise. Naguère, socialistes et radicaux en inscrivaient la suppression dans leurs programmes.

Se souvient-on qu'en 1925, lors de la chute du premier cabinet Herriot, renversé par le Sénat, l'actuel président du Conseil, Blum lui-même, lui conseillait de tenir à toutes forces et de passer outre au veto du Luxembourg?

Que reste-t-il aujourd'hui de ces conseils? Rien d'autre que la déclaration *apaisante* de Salengro aux vieux crocodiles de la rue de

Vaugirard. Déclaration « apaisante », en effet, pour la bourgeoisie, mais combien menaçante pour le prolétariat!

Celui-ci, qui n'a à sa disposition que l'action directe pour faire prévaloir ses intérêts, risque donc demain — tous les moyens de « conciliation » étant épuisés — de se heurter aux forces policières. Alors comment résistera-t-il devant la montée des prix, l'élévation organisée des denrées, rendant bientôt illusoire les augmentations de salaires arrachées par la force?

Cette capitulation des chefs socialistes et aussi communistes — Cachin et Clamamus ont verbal l'ordre du jour du Sénat — dans ce combat verbal qu'on appelle un débat parlementaire, présage d'autres capitulations beaucoup plus redoutables. Aussi la classe ouvrière, qui se presse maintenant par millions d'adhérents dans les syndicats, doit comprendre que son salut, devant ce nouveau danger, ne réside qu'en elle-même. Elle a recréé sa force syndicale. Il faut qu'elle dise et qu'elle montre que c'est pour servir ses intérêts propres. Il faut qu'elle prenne conscience que la révolution économique commencée maintenant doit se poursuivre à son avantage. Que si des victimes doivent être faites ce n'est pas dans ses rangs. Que les classes moyennes auxquelles on tente de l'enchaîner doivent subir son impulsion et non lui communiquer la leur. Qu'enfin, si la transformation sociale doit s'opérer, c'est dans le sens prolétarien, et non dans le sens bourgeois.

Il y a quelques jours, le secrétaire général de la C.G.T. écrivait dans le *Peuple* qu'en cas de résistance systématique de la bourgeoisie le mouvement ouvrier devrait se préparer à une « occupation plus définitive » des usines.

En ce qui nous concerne, nous avons pris cet avertissement au sérieux, non comme bien l'on pense parce qu'il émane de Jouhaux, mais parce qu'effectivement dans la grande bataille sociale engagée, le prolétariat doit sortir ou vainqueur ou vaincu...

Vaincu une fois de plus? Cette dernière éventualité nous nous refusons à l'envisager. Ce n'est pas pour cela que les ouvriers socialistes, ou communistes, ce n'est pas pour cela que tous les exploités avec ou sans étiquette politique ont si courageusement lutté ces dernières semaines contre leurs exploiters.

Qu'ils ne se laissent pas trahir encore par les politiciens professionnels. Qu'ils restent vigilants, prêts à continuer, le cas échéant, la lutte entreprise.

Où alors c'est le capitalisme qui continuera et qui leur reprendra rapidement ce que leur énergie lui aura un moment arraché.

Est-ce un bien? Est-ce un mal?

Nous avons reçu de notre ami Sébastien Faure la proposition d'enquête qu'on va lire ci-après. Il va sans dire que nous sommes entièrement d'accord sur l'utilité d'une telle consultation, qui ne peut que servir à situer notre activité sur le plan syndical.

Aussi, nous invitons nos camarades à y répondre et à apporter ainsi leur contribution aux tâches qui nous sollicitent.

Les effectifs de la C.G.T. se sont, paraît-il, formidablement accrus au cours du mois qui vient de s'écouler.

Les uns disent qu'ils ont doublé, les autres qu'ils ont triplé.

Peu importe, qu'ils aient passé de 1 à 2 ou de 1 à 3, le fait essentiel est là : les adhérents à la C.G.T. sont, à l'heure présente, au moins deux fois plus nombreux et peut-être trois fois qu'ils ne l'étaient il y a un mois.

EST-CE UN BIEN? EST-CE UN MAL?

Il est évident que, pour ceux qui n'ont à

la bouche et sous la plume que le mot « masse », qui n'ont de confiance que dans la force du nombre, dans l'action de *force* massive, c'est et ce ne peut-être qu'un bien.

Il est également évident que, pour les « chefs » c'est un bien. Par essence et par définition un chef ne peut que se féliciter de voir grossir le nombre de ses subordonnés. Quand on commande, on aime mieux commander à cent qu'à dix et à mille qu'à cent. Lorsqu'on dirige, on ambitionne de diriger en grand; et la puissance, l'importance d'un levier de commande — et, partant, le pouvoir, le prestige, et en un mot l'autorité de celui qui en a la charge et la responsabilité — se mesurent à la valeur de ce levier dans le mécanisme général, au nombre des sous-leviers et des rouages qu'il actionne et commande.

Il est encore évident que cet afflux subit et inespéré d'adhésions nouvelles fera en-

trer dans la caisse des Syndicats, des Fédérations et de la C.G.T. des sommes considérables dont l'appoint permettra d'augmenter très fortement l'effort de recrutement, de propagande, d'influence et d'action que l'organisation syndicale a le devoir d'accomplir.

A ces divers points de vue, il est licite de considérer comme un bien le doublage ou le triplage du nombre des travailleurs affiliés à la grande Centrale ouvrière et paysanne.

Et le revers de la médaille? Ici se pose le vieux, le capital problème de la quantité et de la qualité.

Vaut-il mieux être plus nombreux mais moins bons que moins nombreux, mais meilleurs?

Au choix, c'est-à-dire lorsqu'on doit opter pour la qualité contre la quantité ou pour la quantité, contre la qualité, que convient-il de préférer?

(Suite en 3^e page.) SEBASTIEN FAURE.

MARDI 14 JUILLET

VOUS FUIREZ LES MASCARADES TRICOLORES POUR VENIR NOMBREUX A NOTRE

GRANDE BALADE CHAMPETRE

au lieu dit « le Tapis Vert » dans le Bois de Clamart

CONCERT — JEUX DIVERS — TOMBOLA

Prendre l'autobus 89 à l'Hôtel de Ville ou Porte de Versailles. Descendre au terminus à Clamart.
Prendre le chemin à gauche contournant le bois. Suivre les flèches U.A. Apporter provisions.

LASHORTES

La lutte de nos camarades d'Espagne

Cependant que conjointement au succès électoral du Front populaire les ouvriers français sont entrés en conflit direct avec leurs exploiters, de l'autre côté des Pyrénées le prolétariat espagnol se livre lui aussi depuis plusieurs mois à une ardente bataille contre le régime capitaliste.

Notre propre combat ne doit pas nous faire oublier celui de nos camarades d'Espagne.

En Espagne comme en France l'agitation politique du Front populaire, les modifications de majorités parlementaires, que des esprits à courte vue ou intéressés à l'équilibre politique s'obstinent à prendre pour des causes, n'ont été que l'effet du formidable mouvement des masses intéressées directement à ce qui change.

L'instinct profond des ouvriers leur a inspiré d'autres méthodes d'action que celles conçues par un nouveau personnel gouvernemental. En France c'a été l'occupation gréviste des usines dans le « calme » et la « discipline » ; en Espagne c'est une vague de grèves ininterrompues et de formes souvent très violentes.

Il n'y a pas cependant de différence fondamentale dans ces deux méthodes. C'est toujours l'action directe qui s'exerce contre le patronat par des moyens et selon des formules adaptées à chaque tempérament social.

La seule différence entre les deux mouvements n'est que dans le sens profond qu'on s'efforce de leur donner.

Aiors qu'en France, nous avons vu les partis politiques qui dirigent le prolétariat tenter par tous les moyens de minimiser la portée du mouvement, et même de le détourner vers une agitation nationaliste ; en Espagne, par contre, les forces véritablement révolutionnaires s'affirment ouvertement et ne craignent pas de dire qu'elles veulent la subversion totale de la société bourgeoise.

Cette franchise, cette affirmation catégorique évidemment déplaît à nos révolutionnaires de Parlement, aux adorateurs du drapeau tricolore, qui ne craignent rien tant désormais qu'une agitation sociale intense qui risquerait d'affaiblir le potentiel militaire de France. Il faut craindre aussi la contagion de l'exemple.

Voilà qui explique que les prolétaires français soient si mal informés de ce qui se passe actuellement dans la péninsule ibérique, car ceux-là mêmes qui détiennent la presse de gauche en France redoutent peut-être davantage la révolution sociale, inévitable désormais en Espagne, que le maintien du statu quo politique et économique vaguement dissimulé derrière une façade de verbalisme révolutionnaire.

Ce n'est pas la seule raison. En voici une autre. Il y a en Espagne une puissance formidable qui veut la révolution et qui le dit. C'est la C.N.T., c'est la F.A.I., ce sont les centaines et les centaines de milliers de travailleurs groupés dans ces deux organisations.

Cette puissance extraordinaire du mouvement syndical et anarchiste échappe totalement au contrôle des socialistes et des communistes stalinien.

De là leur hargne et leur rancœur à l'égard de nos camarades d'Espagne ; de là la conspiration du silence sur leurs actes et leurs buts : conspiration qui n'est rompue que pour faire place aux accusations perfides, aux calomnies ignobles. Il ne faut pas qu'on sache que de l'autre côté des Pyrénées, un mouvement syndical et révolutionnaire, strictement apolitique, qui ne veut connaître comme moyens de pression sur le patronat que l'action directe, ébranle de ses coups répétés le capitalisme espagnol et se prépare à précipiter son écroulement.

A tout prix il faut empêcher ici que les regards prolétaires ne se détournent de la Russie et des icones stalinien. C'est que les dirigeants socialistes et stalinien savent bien qu'un mouvement véritablement révolutionnaire affecterait en Espagne des formes libertaires dont ils ne seraient pas les maîtres.

Alors on préfère faire ce silence dont j'ai plus haut parlé, ou, dans les cas extrêmes, outrager nos camarades.

C'est ce silence que nous devons, nous anarchistes français, nous syndicalistes d'action directe, nous efforcer de rompre. Ce sont ces outrages que nous devons faire ravaler à ceux qui les profèrent.

Ici au Libéraire, depuis plusieurs mois déjà, nous avons commencé d'entreprendre cette besogne. Les comptes rendus du Congrès de Saragosse, de Trichève et de Charle Robert, les articles documentés que nous avons publiés chaque semaine depuis deux mois ont déjà ouvert la voie. Mais cette besogne par le canal du Libéraire s'est cependant avérée insuffisante. Il faut faire davantage et répandre ailleurs que chez nous, dans nos milieux, la vérité.

Je reviens personnellement d'un voyage de trois semaines en Espagne. J'y ai rencontré, à Barcelone, à Saragosse, à Madrid, un grand nombre de militants.

Et quand je leur révélais que bien souvent les dirigeants socialistes et communistes ne parlent d'eux que pour les insulter en reprenant les immondes invectives de la presse espagnole les accusant de faire le jeu du fascisme, je voyais leurs poings se serrer, leurs yeux luire de colère.

Il faut voir ce dévouement inlassable des militants espagnols, il faut constater sur le vif cet extraordinaire esprit de sacrifice qui anime, il faut savoir combien leur courage physique et moral est grand, combien leur foi en un monde idéal est robuste, pour comprendre à quel point de telles accusations sont canailles.

Non, nos camarades espagnols ne font pas le jeu du fascisme. Ils font le jeu de la révolution libertaire et c'est, n'est-ce pas, légèrement différent.

Enfin, dans nos milieux eux-mêmes nous n'avons pas toujours été suffisamment justes à leur égard. Le manque de liaison, l'absence d'informations précises nous ont trop longtemps laissés dans l'ignorance de leurs raisons et nous ont quelquefois conduits à méconnaître le sens de leurs actes. On s'est même quelquefois laissé gagner à des critiques injustes à l'égard des positions délicates qu'ils ont dû prendre. Et trop souvent nous avons raisonné des choses d'Espagne comme si elles devaient se produire dans l'île de France.

Or ce qu'on a appelé leurs « erreurs », leurs « fautes », le prolétariat espagnol ne

les a pas jugées comme quelquefois nous l'avons fait. La C.N.T. notamment a repris toute sa confiance. Là même où les stratèges en chambre se permettaient de dénoncer son absence de sens politique, la C.N.T. a reconquis toute son influence antérieure et même souvent bien au delà.

Faut-il citer, pour exemple, la Catalogne où la C.N.T. contrôle les trois quarts des syndicats ouvriers, et Barcelone où, à pas de géant, elle reconquiert toute la population ouvrière.

Faut-il citer encore, pour les seules provinces d'Aragon, Navarre et Rioja, les 400 syndicats de la C.N.T. avec plus de 90.000 membres dans cette région fort peu industrielle ? Faut-il rapporter ce que souligne par ailleurs Charles Robert — le surcroît considérable d'influence acquis par la C.N.T. dans des régions comme celle de Madrid où ses syndicats autrefois étaient extrêmement faibles, surcroît d'influence qui fait que le bâtiment, la seule industrie réelle à Madrid est numériquement organisée pour moitié dans la C.N.T. cependant que devant les atterrissements de l'U.G.T., la direction morale du conflit actuellement en cours est entre les mains de la C.N.T.

Mais toute cette reprise en main de la C.N.T. sur les syndicats ne s'est pas faite seulement parce que le prolétariat espagnol industriel et agricole approuve la position de la C.N.T., ses méthodes de lutte et d'action directe parfaitement adaptées d'une part à l'ardent tempérament espagnol, et, d'autre part, à la rapidité, au conservatisme borné de la bourgeoisie d'Espagne.

Cette emprise de la C.N.T. sur les masses tient aussi et surtout au dévouement inlassable des militants, à leurs connaissances profondes des aspirations du peuple. Il faut savoir que chaque semaine, le dimanche, les militants aptes à porter la parole libertaire et syndicale, sont mobilisés par la C.N.T. Ils se rendent dans les villages les plus désertés. Ils font comprendre par des paroles simples, le programme de la C.N.T. sur la question agraire, l'expropriation sans indemnité des propriétés de plus de 50 hectares. Ils développent les thèses du communisme libertaire, de la commune libre et autonome, dont le paysan le plus inculte comprend la notion, car elle a des racines historiques très profondes et très vivaces en Espagne.

Cette propagande intense a rapidement porté ses fruits. Là où naguère on méconnaissait la pensée libertaire, des syndicats ont été créés, des villages entiers se sont constitués en syndicats adhérents à la C.N.T., comme Castillejo de la Véga, par exemple, en Castille. De même en Aragon où les paysans de plusieurs villages ont adhéré en bloc à la C.N.T., car des syndicats de petits producteurs paysans ont été créés.

De la sorte, les effectifs de la C.N.T. qui, ne l'oublions pas, n'a retrouvé l'existence légale que depuis février, dépassent aujourd'hui largement le million et la progression se fait à une cadence extrêmement rapide.

Ce sont ces faits, isolés entre cent, que nous devons révéler aux ouvriers français qui se pressent maintenant dans les syndicats.

La lutte de nos camarades d'Espagne est étroitement liée à la nôtre.

Elle est exemplaire et peut, dans la mesure où nous la ferons connaître sous son aspect véridique, nous aider beaucoup dans notre action de redressement fédéraliste et libertaire du mouvement syndical français.

LOUIS ANDER.

Au Libéraire nous avons décidé de donner la plus large publicité aux informations nombreuses et sûres que nous avons recueillies ces temps derniers sur les événements d'Espagne, et sur la F.A.I. Nous envisageons l'édition d'une brochure très largement diffusée dans les syndicats et les organisations ouvrières. Pour cette besogne urgente et nécessaire, nous avons besoin d'argent : la matière imprimée coûte cher. Qu'on nous entende et qu'on nous aide dès maintenant. — N. D. L. R.

Le vieux Alexandre Berkman disparaît

Alexandre Berkman vient de mourir dans un lit froid d'hôpital à Nice.

Il appartenait à cette vieille équipe de militants parcourant le monde et qui, pendant longtemps, ont maintenu intactes les doctrines anarchistes.

Il était né le 21 novembre 1870 à Vilna (russe à l'époque), de parents aisés, commerçants juifs. Orphelin de père et de mère, il acquit une sérieuse instruction dans les collèges russes. Dès sa jeunesse, il sympathisa avec les mouvements révolutionnaires et se vit dans l'obligation d'émigrer en Amérique.

Il fit différents métiers, depuis celui de cirier jusqu'à celui de typographe. La tragédie de Chicago le fit entrer dans la vie militante, il prit part à une quantité de meetings, de manifestations, de grèves. Aux côtés de Johann Most, il se distingua comme excellent journaliste, éditant différents périodiques anarchistes en langue anglaise.

A New-York, il rencontra Emma Goldman qui devait devenir la compagne de sa vie.

En 1892, une grande grève à Homestead en Pennsylvanie où un patron fit tirer sur les ouvriers, lui fit accomplir un geste de vengeance contre l'assassin. Il fut condamné à 22 ans de prison. Il resta 14 ans enfermé dans les terribles geôles nord-américaines. Ce sont ses souvenirs qui lui permirent d'écrire son livre « Mémoires de prison d'un anarchiste » (paru en anglais).

Remis en liberté, il fonda en collaboration avec Emma Goldman, une revue anarchiste, dirigea différentes écoles durant ses voyages et mit sur pied l'Association Francisco Ferrer. Plus tard, il organisa la Fédération Anarchiste Américaine dont il fut le secrétaire général pendant longtemps.

Jusqu'en 1914, Berkman créa différents syndicats ouvriers et organisa de nombreuses manifestations prolétariennes au Colorado, à Turin, New-York, Californie et dans la plupart des États de l'Ouest. Lors du procès contre Money et Billings, il fut ainsi que sa compagne, condamné à 2 ans de prison. 25.000 dollars furent souscrits par les organisations de New-York pour obtenir sa libération provisoire. En décembre 1915, il fut envoyé en Russie, accompagné d'un groupe d'anarchistes. Il se rendit vite compte que la marche de la révolution russe correspondait peu avec les intérêts véritables du prolétariat. Il quitta l'U.R.S.S. en 1918 et écrivit un livre « Le mythe bolchévique ». Déçu et désemparé, il fit une campagne de meetings à travers l'Europe,

Ouvrez les dossiers

Dans notre dernier numéro nous avons demandé que le Front Populaire publie la liste des indicateurs qui se trouvent dans les partis ouvriers.

Nous insistons particulièrement sur ce point. Nous l'exigeons parce que trop longtemps nous avons été injuriés, calomniés. Que les dirigeants du Front Populaire ouvrent les dossiers, ils nous doivent cette justice. Et même ils se la doivent à eux-mêmes.

Ils doivent les ouvrir pour faire cesser les méfiances qui pèsent sur certains militants, tel Sémard qui fut accusé dans le « Populaire », d'être un mouchard. On peut même s'étonner que Sémard lui-même n'ait pas déjà demandé que les preuves d'accusations lancées naguère contre lui soient apportées puisque maintenant cela est possible.

Le Front Populaire doit ouvrir les dossiers, parce qu'un gouvernement qui se prétend issu de la classe ouvrière ne doit pas gouverner avec des méthodes de basse police. Marceau Pivert lui-même l'a demandé dans le « Populaire ».

Notre demande est trop justifiée pour qu'elle ne reçoive pas l'approbation de toutes les organisations ouvrières. Avec nous elles doivent l'exiger.

Pour un qu'est trop p'tit !...

Au Sénat, M. Salengro ayant affirmé que « si demain des occupations de magasins, de bureaux, d'usines, de fermes étaient lentes, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme », la confiance lui fut votée à l'unanimité de 225 voix.

(LES JOURNAUX.)

(Air : T'es bien trop petit, de Théodore Botrel.)

I

Afin de donner des gages
Au bourgeois puissant,
Tout doucement tu l'engages
Sur un sol glissant...
Si, d'un vol de confiance
Te voilà nanti,
Pour calmer notre défiance,
T'es bien trop petit, mon ami.
T'es bien trop petit !
Dame, oui !

II

Ayant rassemblé leur clique,
Tous les affameurs,
Mal guéris de leur colique,
Poussent des clameurs !
Au Sénat, chacun la sienne,
Trou-la-là-ti !
Devant cette tyrolienne,
T'es bien trop petit, mon ami.
T'es bien trop petit !
Dame, oui !

III

Il fallait sauver la France,
Le diable et son train,
Et ramener l'espérance !
Pour couvrir l'emprunt !
Alors, tant pis pour les masses
En bel appât,
Car, pour la lutte de classes,
T'es bien trop petit, mon ami.
T'es bien trop petit !
Dame, oui !

IV

A vous, damnés de la terre,
Forçats de la faim,
Dans un esprit libertaire,
Nous tendons la main.
Luttant pour la délivrance,
Une fois partis,
Pour briser notre puissance,
Ils sont trop petits, mes amis,
Ils sont trop petits,
Dame, oui !

Maurice BOYER.

Désarmement des ligues

Affaiblies en nombre et en influence, les organisations dissoutes se reconstituent sous diverses formes et multiplient les gestes de provocation.

Aux Champs-Élysées, plusieurs milliers de « dissous » convoqués, organisés et disciplinés ont tenu les boulevards pendant un certain temps.

A Marseille, Sabiani continue à jouer son rôle d'homme de main de la bourgeoisie, et plusieurs ouvriers ont déjà été victimes de ce chef de bande.

Enfin, d'après des renseignements de bonne source qui nous sont parvenus, Doriot armerait certaines de ses troupes en vue d'un meeting à Nice, organisé de commun accord avec Sabiani et le maire Médecin.

De toutes parts affluent les nouvelles prouvant que les bandes fascistes se préparent à une action de rue.

La dissolution des ligues ne peut être effective qu'à condition de voir leurs dépôts d'armes saisis et détruits.

Tous les jours, l'Huma et le Popu donnent des détails sur ces dépôts. Qu'attendent les « camarades » ministres pour agir ? La comme pour le reste, c'est l'action directe des travailleurs qui mettra un terme à l'agitation réactionnaire. Que nos militants s'y préparent.

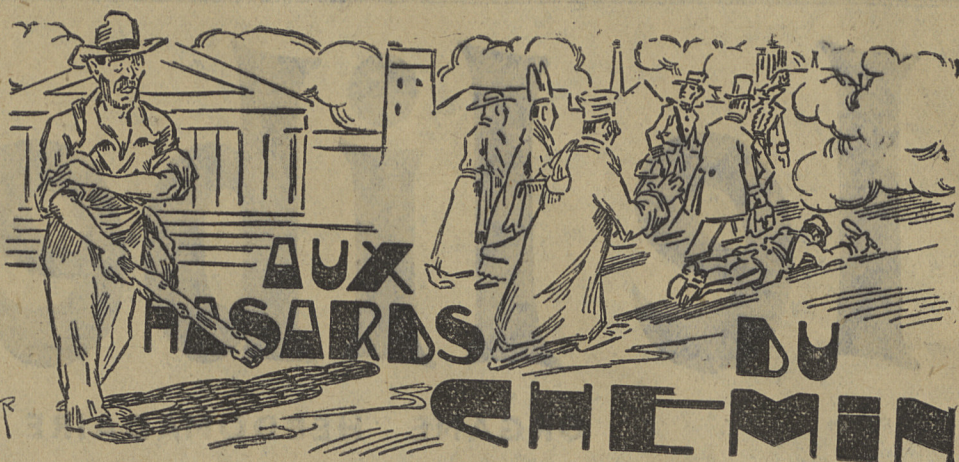
visita Stockholm, l'Allemagne et se réfugia finalement en France.

Sans argent, il vécut uniquement par le travail de sa plume, collaborant à la presse anarchiste internationale.

Pauvre, vieux et malade, il passa la fin de sa vie à l'hôpital.

Rappelons-nous la vie tragique de ceux qui furent les pionniers du mouvement anarchiste révolutionnaire, elle montre tout ce qu'il faut de courage et de sacrifices pour permettre à notre doctrine de vivre et de se propager.

B. S.



Propos d'un Paria

Combien étaient-ils dimanche à l'Etoile à chanter la Marseillaise, à lever la main et se chamaille avec ceux que l'Humanité appelle si comiquement « la police républicaine » ?

Le communiqué du ministre de l'Intérieur dit 8.000, des journaux de gauche 15.000, des modérés annoncent 20.000, quant aux feuilles « nationales » elles évaluent à 30 ou 40.000 le nombre de tricolores non orthodoxes.

Tout ce que je sais, c'est que les « amis de M. Hitler » étaient nombreux et que les frictions furent parfois sévères.

La police du Front populaire s'est montrée égale à elle-même, c'est-à-dire à ce qu'elle était lorsqu'elle servait sous les ordres d'autres chefs et d'autres ministres moins poussés au rouge.

Elle a fait consciencieusement son métier qui est de coquer, au bénéfice des gouvernements qui tous se servent d'elle.

Cela n'empêchera pas, si l'occasion s'en présente, ces messieurs « les dissous » et autres patriotes de proclamer le courage des « braves agents » quand ils auront licence d'exercer leurs talents sur les hommes, les vieillards et les femmes du commun.

Il convient donc de ne pas trop s'apaiser sur ces incidents qui ne sont sans doute qu'un prélude.

Il est tout naturel également que l'organe du parti communiste exalte les policiers et leur ouvre ses colonnes.

A l'Humanité on est maintenant super-républicain et nationaliste cent pour cent.

Tous les docteurs me publient ce journal sont remplis d'apostrophes à l'Union de la nation française, et pour une France libre, forte et heureuse : Il n'est question que de notre pays, du peuple français.

Et après l'apothéose de la Marseillaise et de son auteur le royaliste Renard de l'Isle, on tente d'insulter aux masses bêtes de fontaine et stupide admiration pour ces agents de Staline, « l'esprit de Valmy ».

C'est cet « esprit de Valmy » qui, animant les futurs et innombrables soldats des républicains socialistes français et russes, leur donnera l'enthousiasme guerrier nécessaire pour écraser Hitler et Mussolini.

Comme le fait si lumineusement remarquer notre ami Robert Tourly dans la « Patrie humaine », « ces nouveaux mots d'ordre, inattendus dans un parti révolutionnaire, constituent une véritable préparation psychologique des masses à la guerre ».

Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que, pour nous pacifistes intègres qui considérons la guerre comme le crime le plus abominable qui se puisse commettre contre l'humanité, le rôle des communistes français, parallèle à l'action que mènent en Russie les dirigeants socialistes doit être d'émouvoir et d'irriter le plus possible.

— Pierre MUADES.

UNE CORRIDA...

M. de Saint-Just, député de Saint-Omer, a insisté à la Chambre sur l'insécurité actuelle des campagnes.

Un certain nombre de fermes, a-t-il déclaré, ont été occupées. Il en est une qui a été évacuée, le fusil à la main ; c'est grave. Dans une exploitation l'évacuation a été obtenue par un moyen plus ingénieux. Le fermier a lâché le taureau sur les grévistes, qui se sont débarrassés. Les taureaux n'aiment pas le rouge... (Rires.)

M. Mathé. — Je demande le mérite agricole pour le cultivateur !
L'Europe, relevant le fait, ajoute qu'il lui semble que ce cultivateur est aussi vache que son taureau...
C'est aussi notre avis.

UNE AUTRE CORRIDA...

M. Jacques Doriot, député-maire de Saint-Denis, revenait, lundi, en auto, de Granville, où peut-être, il était allé faire son beurre, en compagnie de M. Masson son secrétaire.

Au hameau de Bion, une vache vint se jeter sur l'avant de la voiture, qui alla s'écraser sur le mur d'une maison, après avoir tué la bête.

L'auto et le mur furent endommagés, mais M. Doriot et son secrétaire se tirèrent indemnes de cette corrida.

Un vrai tempérament pour un apprenti dictateur.

LA FRANCE AUX FRANÇAIS !

La presse bourgeoise a élevé de véhémentes protestations contre les poursuites dont furent l'objet les Croix de Feu et autres camelots du Roy qui manifestèrent dimanche dernier aux Champs-Élysées.

Or, il est assez curieux de constater le fort pourcentage d'étrangers parmi les délinquants arrêtés. A part cela, ces messieurs sont qualifiés pour hurler à gueule-que-veux-tu : « La France aux Français. »

Constations aussi le caractère bénin des condamnations qui, toutes, comportèrent le sursis et rapprochons de celles subies par les antifascistes au lendemain du 12 février 1934, où le sursis ne fut admis pour personne.

Même sous le gouvernement de Front populaire, la justice de classe bourgeoise sait reconnaître les siens.

COMME AUX JOURS DE CHARLEROI

Le journaliste à tout faire Pierre Seize n'est pas en retard.

Passant dans le Merle Blanc la lèche à l'U.R.S.S., habituelle aux sportuliers de l'Etat dit soviétique, il se demande « s'il faudrait, en cas d'agression impérialiste, laisser écraser ce monde nouveau ».

Et il répond :

Alors, mes camarades, il faudra bien sauver au péril de notre vie ces conquêtes du travail, de la justice et de la fraternité.

Il faudra bien, comme aux jours de Valmy, vaincre ou mourir pour la liberté du monde.

Bien entendu, l'Humanité reproduit complaisamment cette provocation à la nouvelle guerre du droit, de la liberté et de la civilisation.

Camarades de la base, comme aux jours de Charleroi, sac au dos !

DE MIEUX EN MIEUX

Après la conférence du Droit d'asile, voilà que les expulsions d'étrangers reprennent.

Salengro a déclaré au Sénat que plus de onze cents « indésirables » avaient été reconduits à la frontière.

Position socialiste et internationaliste, comme vous pouvez le voir.

Proscrits italiens, bulgares, polonais, allemands, s'ils ne sont pas Front populaire, vont continuer à errer tristement sans foyer, sans travail, sans papiers.

La France aux Français !

Les romanichels.

Notes et Glanes

♦ Elant gosse, à l'école, on m'effrayait avec les supplices chinois, indignes des nations civilisées. Je me souviens d'une image représentant un pauvre type à genoux sur une place publique, la canque au cou, avec la nomenclature de son ou ses crimes. Je ne sais, c'est encore en usage. Mais, ce que je sais, c'est qu'en U.R.S.S. « mention des divorces sera faite sur les passeports individuels des citoyens soviétiques ».

♦ Ceci n'est pas un galopade, mais un extrait du nouveau code familial du 27 juin. Ce code interdit l'avortement sous peine de prison. Pécutièrement, le divorce dans la classe ouvrière deviendra impossible. Bref, le seul but cherché est le labyrinthe. Faites des soldats, et encore des soldats.

♦ Belle occasion pour nos nacos de prouver qu'ils ne sont aux ordres d'aucun gouvernement étranger : qu'ils reprennent leur projet de loi sur l'avortement légal en France.

♦ Il est vrai qu'en France aussi, hélas ! on a besoin de soldats. Et à la toute prochaine dernière, Populo se livrera pour casser la gueule à Hitler, ce grand méchant loup. Car, maintenant, Jean Lecul croit avoir quelque chose à défendre.

♦ Un Saxon, du nom de Roche, dirige un journal du nom de la République. Il traite son parti, affilié au Front populaire, en menant bataille contre ce dernier, particulièrement contre les communistes. Nos braves nacos ne sont pas contents. Et le secrétaire du P. C. a envoyé une lettre à Roche, lettre parue dans l'Huma du 4. La sera-t-elle, à leur place, d'avoir de tels ébroues. Car, comme champions de la trahison, messieurs les P. C.istes se posent là.

♦ Qu'ils soient jaloux de ne pas être seuls à trahir, à la rigueur je l'admets. Mais pourquoi des insinuations jésuitiques, qui tracent le chantage ? Pourquoi faire allusion à un restaurant qu'on pourrait nommer si besoin était ? à un représentant des Cies d'Assurances dont on fait le nom pour l'instant ? à un balafre poméranien, et à un personnage bien connu ? Allons, messieurs les jésuites rouges, avouez que pas plus que les nationaux, vous êtes qualifiés pour vous faire les champions de la propriété.

♦ La lèche, d'ailleurs, continue dans l'Huma vis-à-vis des fascistes. L'article de Mars, dans le numéro du 4, est vraiment ébourant. Après avoir, à l'époque de Gaston, dit justement son fait à ce garde du corps du Laroque, maintenant, on lui tend fraternellement la main. N'a-t-il pas manifesté le désir d'entendre Thorez ? Et ex-Croix de Feu et nacos n'ont-ils pas le même programme ?

♦ Ce qui me désole, c'est la bêtise insupportable de tous les Jean Lecul, lecteurs de l'Huma, qui approuvaient il y a deux ans et qui approuvent encore ce qu'ils lisent dans leur canard.

♦ Je tiens à rectifier une coquille parue dans mon papier de la semaine dernière : en parlant de Merle, j'avais écrit « ...punaises et cafards... » et non pas « pourris et cafards ».

HENRI GUERIN.

Abonnements au "Libéraire"

FRANCE	ETRANGER
12 Nos 22 fr.	12 Nos 30 fr.
24 Nos 44 fr.	24 Nos 60 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque postal : N. Fancier, Paris 506.03
29, rue Plat, Paris (99)

LE FRONT MARXISTE EN ESPAGNE

Le Parti Socialiste et l'U. G. T.

Le P. S. et l'U. G. T. occupent presque la totalité du front marxiste et la moitié du secteur ouvrier. Pour se rendre compte de leurs forces, par rapport aux forces des différents groupes bolchevistes, il suffit de comparer les chiffres que donne, dans un numéro récent du quotidien barcelonnais *La Vanguardia*, M. Miguel Maura, républicain de droite et ancien ministre. Selon les renseignements de la Sécurité Nationale, dit M. Miguel Maura, au début de 1934, l'U. G. T. contrôlait 1.444.470 ouvriers, la C. N. T. en contrôlait 1.570.750, et les différents groupes bolchevistes 133.248. Malgré les événements d'octobre 1934, il n'est pas exagéré de dire que toutes ces organisations ont augmenté sensiblement leurs effectifs.

Le P. S. et l'U. G. T. contrôlaient alors plus de 90 % des forces marxistes en Espagne.

La situation actuelle n'a pas beaucoup varié. Les forces de la C. N. T. et de l'U. G. T. font la bascule en tant qu'effectifs mais sur le terrain révolutionnaire, ce sont les forces de la C. N. T. qui dominent la situation. Le U. G. T. et le P. S. sont intimement liés. Le P. S. est pour l'U. G. T. ce qu'est pour la C. N. T. la F. A. I., avec cette différence que le P. S. peut recruter parmi les couches non syndicales la petite et moyenne bourgeoisie tandis que l'affiliation de la F. A. I. est presque impossible pour un non-syndicable.

L'origine scissionniste de l'U. G. T. et son programme

L'U. G. T. a été créée par les marxistes espagnols pour combattre l'influence bakouniste dans les organisations ouvrières. C'est une organisation scissionniste. Les camarades anarchistes ont prouvé sans difficulté le rôle et l'origine scissionniste de l'U. G. T. : lorsque il y a quelques mois on leur reprochait de ne pas être partisans du front unique, il leur a suffi de rappeler l'histoire de la fondation de l'U. G. T. C'est l'U. G. T. qui a divisé l'organisation unique qui adhérait à la 1^{re} Internationale. La création de l'U. G. T. était une nécessité pour la bourgeoisie espagnole. La collaboration de classe et l'activité parlementaire furent les deux pivots autour desquels se groupèrent les quelques milliers de travailleurs réformistes.

Au point de vue programme, l'U. G. T. est une copie fidèle des syndicats, centraux réformistes et social-démocrates. Mais malgré cette ressemblance, l'influence anarchiste dans ce pays a donné, même à cette organisation réformiste, une physionomie particulière. Ainsi le Parti dépend presque entièrement des syndicats et non les syndicats du Parti, comme c'était le cas dans les pays où le marxisme dominait le mouvement ouvrier.

Cette particularité a eu alors dans la vie du P. S. des répercussions que nous verrons plus loin.

De la Monarchie à la République

L'U. G. T. était l'organisation syndicale qui avait la faveur des gouvernements de la monarchie. Pendant que la C. N. T. vivait presque toujours dans l'illégalité, ses militants persécutés, ses locaux fermés, ses journaux suspendus, l'U. G. T. menait ouvertement son activité et ses militants étaient les conseillers des différents gouvernements. Cette activité prit une forme officielle sous la dictature de Primo de Rivera, qui nomma Largo Caballero le secrétaire général de l'U. G. T., conseiller du Gouvernement.

Mais malgré les faveurs de différents gouvernements l'U. G. T. n'eut jamais alors plus de 150.000 affiliés. Ce n'est qu'en 1931, lorsque le gouvernement passa en partie sous son contrôle, à la suite de la participation socialiste au pouvoir que les effectifs de l'U. G. T. purent atteindre le chiffre que j'ai cité plus haut.

C'est l'époque où le « terrible » guédiste Fabra Ribas, qui détenait le modeste poste de sous-secrétaire d'Etat au Travail, voulait fusiller tous les anarchistes. Selon le ministre du Travail, Largo Caballero, fit voter la loi sur le « vagabondage » selon laquelle le gouvernement a le droit d'emprisonner tout citoyen qui l'incommode. Les socialistes firent aussi voter les lois de « protection », de la République que Gil Robles leur appliqua en 1934. On vota également la loi des tribunaux mixtes (loi Largo Caballero) qui obligea les ouvriers à donner un préavis de trois semaines pour toute grève sous peine de la voir qualifiée illégale — et de recourir à l'arbitrage du tribunal pour résoudre les conflits.

La C. N. T. devant l'U. G. T.

Cette loi était destinée à briser les méthodes d'action directe qu'employaient nos camarades de la C. N. T. Elle a permis aux gouvernements républicains socialistes de sévir contre la classe ouvrière.

La C. N. T. a combattu cette législation. Le nombre de ses effectifs, la progression constante de son influence démontrèrent que ses positions sont comprises par la classe ouvrière.

A Madrid, fief de l'U. G. T., où, il y a quelques années, les adhérents de la C. N. T. trouvaient la non-intervention des tribunaux mixtes. L'action directe et les conversations, directes avec le patronat, sous le contrôle de la masse ouvrière, sont de rigueur dans la citadelle même de l'ennemi de la fameuse loi. La fédération locale de la C. N. T. compte plus de 40.000 affiliés et se développe chaque jour. Fabra Ribas lui-même a renoncé à fusiller les anarchistes et se contenta de frapper que lui sert généralement la République dans une des innombrables sinécures dont dispose le régime.

Son patron, devant l'intransigence et le sabotage des patrons, a dit plus d'une fois pendant son ministère : « N. D. », nous sortirons d'ici tous anarchistes ». C'est Fabra Ribas lui-même qui a rapporté ces paroles.

Peut-être cette expérience ministérielle négative est-elle pour quelque chose dans l'attitude actuelle du secrétaire général de l'U. G. T. : opposition à toute participation socialiste au pouvoir.

Mais l'U. G. T. ne diffère pas de la C. N. T. seulement sur le terrain idéologique. Sa structure interne est faite à l'image des po-

liticiens réformistes, qui sous le drapeau marxiste gagnaient, depuis quarante années, sièges, fortunes, honneurs.

A l'U. G. T., le permanent rétribué fait la loi, il est plus facile de renverser un ministre que de déplacer le moindre secrétaire dans l'immense bureau dont le chef est Largo Caballero.

A la C. N. T., au contraire, c'est le principe de la fonction gratuite qui domine. A l'exception de secrétaire du Comité national de la C. N. T., dont la fonction est rétribuée, rares, extrêmement rares, sont les postes rémunérés. On peut citer des syndicats où les adhérents se comptent par 10 ou 15.000, il n'y a pas de fonction rétribuée. Le travail est fait par les militants dévoués, qui en dehors des heures du travail s'occupent de leurs sections respectives. Les ambitieux, les arrivistes, les bureaucrates, les profiteurs se voient ainsi automatiquement éliminés. Pour arriver à siéger dans les comités de la C. N. T., il ne suffit pas de faire des discours, il faut avoir le courage de passer des heures et des heures, chaque jour, au service de l'organisation sans autre bénéfice que le sentiment d'avoir servi utilement la cause. Ces militants, au dévouement sans borne, sont la force de la C. N. T. Ce ne sont pas des personnalités « marquantes » que l'on exhibe, avec plus ou moins de succès, dans les congrès internationaux, ce sont d'humbles travailleurs, ayant des connaissances rudimentaires, mais intelligents, généreux et surtout courageux. C'est cette masse de militants obscurs et il y en a des dizaines de milliers en Espagne, qui font vivre cette organisation géante, sans l'écraser sous le poids d'un bureaucratisme parasitaire et sans la faire dévier, pour des fins personnelles, de son but : la transformation intégrale de la Société dans le sens du communisme libertaire. L'intégrité morale et spirituelle de cette masse constitue le mur contre lequel se brise la vague de corruption dont le centre de propulsion est Moscou. Ces militants vivent chaque jour avec la classe ouvrière et connaissent à fond ses réflexes, ses aspirations.

C'est dans cette masse que se recrutent les affiliés de la F. A. I.

A l'U. G. T., le secrétaire général tient entre ses mains l'appareil bureaucratique et l'organisation tout entière. Largo Caballero qui a plus de 65 ans, est depuis plus de trente ans secrétaire général de l'U. G. T. Les dirigeants réformistes peuvent déclarer des grèves ou les démolir sans se soucier de l'opinion de leurs affiliés. A la C. N. T., les débats sont publics et ce sont les syndicats qui décident.

Lorsque la République fut proclamée en 1931, l'U. G. T. prit une part active dans le nouveau gouvernement. Largo Caballero croyait pouvoir liquider ses vieux adversaires de la C. N. T. La position de la C. N. T. et la F. A. I. envers le nouveau régime était la même qu'envers la monarchie. La République ne faisait que changer les décors, mais la pièce était la même. Expression plus moderne du capitalisme, la République ne préservait pas moins et par des moyens de répression perfectionnés. L'exploitation capitaliste dans toute sa férocité. Les révolutionnaires n'avaient d'autre tâche que de chercher à renverser le régime. Les dirigeants de l'U. G. T. et du P. S. avaient l'occasion de prouver la justesse de leurs conceptions réformistes. Leur activité dans le cadre du régime prouvait bientôt la malaisance et l'utopisme des idées réformistes. Le régime capitaliste et les classes qui en vivent ne peuvent pas permettre que l'on s'attaque aux bases mêmes du système.

Quant aux fameux aménagements et à la législation sociale, l'ancien régime avait épuisé sur ce chapitre à peu près tout ce que l'on pouvait faire. Il ne restait pour la République que le maigre terrain de la protection de l'ouvrière enceinte. La journée de 8 heures était admise par Primo de Rivera, ainsi que le principe du fameux arbitrage obligatoire. Sur la question des salaires, la charpente économique du pays ne pouvait pas supporter toujours dans les cadres du régime, des grands changements, sans provoquer un déséquilibre dangereux, suivi de krachs sensationnels. Alors les réformistes firent voter la loi des contrats collectifs. Les contrats collectifs existaient cependant dans la réalité, car les organisations syndicales avaient déjà instauré le contrôle syndical sur les lieux du travail. Aux yeux de la classe ouvrière, toute cette activité réformiste, était peu de chose. Les ouvriers qui étaient allés à l'U. G. T. en croyant qu'on les mènerait à une transformation radicale de la société durent déchanter. Le grossissement des effectifs de la C. N. T. était une indication sur l'état d'esprit du prolétariat espagnol. Alors les dirigeants de l'U. G. T., en accord avec la bourgeoisie républicaine firent voter toutes les lois de répression que l'on connaît. Malgré la répression, la C. N. T. ne cessait de grandir.

Le rêve de Largo Caballero de voir disparaître la C. N. T., sous la double pression gouvernementale et ugiétiste, s'évanouissait de jour en jour.

C'est dans ces conditions qu'eurent lieu les élections de décembre 1933. Les gauches républicaines et socialistes furent battues. Le moment était venu de battre la réaction dans la rue. L'U. G. T., cependant n'a pas voulu répondre à l'appel de nos camarades et le mouvement de révolte du 8 décembre fut écrasé. Les locaux de la C. N. T. furent fermés. Plus de 10.000 militants emprisonnés.

La droite, revenue au pouvoir, était très divisée sur les moyens à employer pour liquider la résistance ouvrière et briser pour longtemps toute tentative révolutionnaire. Selon Miguel Maura, il ne manquait pas, dans les rangs, des partisans des moyens forts. On envisagera une saignée générale amputant les organisations ouvrières des éléments les plus actifs. La bourgeoisie voyait ces éléments actifs dans toutes les organisations ouvrières. La réformiste le plus timoré est un danger pour le régime. Dans des moments d'instabilité générale où le moindre mouvement revendicatif peut dé-

généraliser en conflit social aigu dont personne ne peut prévoir les conséquences. Le dirigeant réformiste, par sa mentalité et ses aspirations est le prototype du domestique, qui se croit nécessaire et commence à traiter son patron d'incapable. Il cherche à se substituer au patron pour faire mieux marcher le travail. Il arrive, cependant, un moment où le patron, malgré les services rendus chasse l'imprudent. Cette aventure est arrivée aux réformistes en Allemagne, en Italie, en Autriche, etc. car si la bourgeoisie admet que l'on travaille pour elle, elle n'entend pas être commandée même si c'est dans son propre intérêt.

La première conséquence de l'arrivée de la droite au pouvoir fut l'apparition du patron dans les entreprises. Dans les entreprises où les ouvriers n'étaient pas prêts à la résistance, furent supprimés petit à petit, les maigres avantages que la législation réformiste accordait aux travailleurs. La nécessité de l'action directe se faisait sentir. Le réformisme apparaissait de plus en plus désuet aux réformistes eux-mêmes.

Cet état d'esprit fut le prélude du mouvement d'octobre 1934. Pour la première fois depuis sa fondation l'U. G. T. voulut sortir dans la rue pour « rétablir la légalité républicaine ». Et pour la première fois l'U. G. T., après la défaite révolutionnaire, était mis hors la loi aux Asturies.

(A suivre).

CHARLES ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

(Suite de la première page)

Ce problème, je ne le pose pas ici, sur le terrain général, car il est évident que, dans nombre de questions la quantité est à peu près tout, tandis que, dans d'autres, c'est la qualité qui est à peu près tout.

Le problème que je soulève, je le crois utile d'étudier, d'élucider et, si possible, de résoudre, entre nous, calmement, amicalement, est le suivant :

« En liaison avec le vaste mouvement gréviste auquel vient de participer la presque totalité des corporations ouvrières et consécutivement à ce mouvement, le nombre des travailleurs que, depuis leur fondation, la C. G. T. et la C. G. T. U., aujourd'hui bien fusionnées avaient péniblement et lentement groupés, a, brusquement, en moins d'un mois, doublé ou triplé :

1° Que peut-on raisonnablement en espérer ?

2° Que peut-on équitablement en redouter ?

En conclusion : est-ce un bien ou un mal ? »

Je soumets ce problème à l'étude des lecteurs et amis du *Libertaire*.

Je leur demande, s'ils le jugent d'un intérêt suffisant, de l'examiner et de le discuter entre nous : calmement, amicalement, fraternellement, en anarchistes, rien qu'en anarchistes et sans autre souci que celui de l'avenir du monde du travail, étroitement lié à celui de nos chères idées.

Je demande à la rédaction du *Libertaire* d'ouvrir une enquête sur ce sujet.

Si celle-ci y consent, ce sera bien.

Dans le cas contraire, j'exposerai mon point de vue personnel.

SEBASTIEN FAURE.

AUX AMIS

A dater de ce jour et jusqu'à nouvel avis, prière d'écrire à :

SEBASTIEN FAURE,

1, rue Courty, à Royan (Charente-Inférieure).

UNE BELLE ASSEMBLÉE

L'Assemblée générale de samedi fut un grand succès.

C'est réjouissant de voir cela, nous disait un de nos bons camarades qui depuis plus d'un an avait été retenu hors de notre mouvement.

Réjouissant, le terme est exact. C'est le résultat de notre action dans ces derniers mois. Résultat si satisfaisant que nous sommes obligés d'envisager une nouvelle salle, la salle Dupetit-Thouars étant devenue trop petite.

La séance fut ouverte à 21 heures par notre camarade Courty qui présida.

Tout à tour, nos amis Charles Revenut, Guyard, Faucier expliquent et commentent le développement des grèves dans leurs corporations respectives. Ils démontrent les grandes voies qu'ouvrent devant nous, le brutal réveil du prolétariat français.

La parole est ensuite donnée au public, plusieurs camarades interviennent, dont deux camarades de la C. G. T. S. R. qui apportent le point de vue de leur organisation. Notre ami Ridel leur répond en démontrant la nécessité de lutter au sein de la C. G. T. unifiée qui compte aujourd'hui plus de quatre millions d'adhérents.

Ringass fait un appel aux jeunes. Notre camarade Frémont tire les conclusions de cette réunion et termine en faisant un appel à l'organisation de tous les anarchistes au sein de l'Union anarchiste. Cette conclusion est approuvée par tous les camarades présents. Il reste maintenant à organiser dans chaque localité de la banlieue un groupe anarchiste. C'est à quoi travaillent nos amis de la fédération parisienne, cet objectif sera atteint d'ici quelques mois.

La séance est levée à 11 h. 30. Une collecte à la sortie rapporte 129 francs.

GROUPE DU 15^e ARRONDISSEMENT

Réunion vendredi 17 juillet à 20 h. 30

salle des Coopérateurs, 85, rue Mademoiselle

Formation du groupe.

Le mouvement anarchiste devant la crise actuelle

Tous les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

général en conflit social aigu dont personne ne peut prévoir les conséquences. Le dirigeant réformiste, par sa mentalité et ses aspirations est le prototype du domestique, qui se croit nécessaire et commence à traiter son patron d'incapable. Il cherche à se substituer au patron pour faire mieux marcher le travail. Il arrive, cependant, un moment où le patron, malgré les services rendus chasse l'imprudent. Cette aventure est arrivée aux réformistes en Allemagne, en Italie, en Autriche, etc. car si la bourgeoisie admet que l'on travaille pour elle, elle n'entend pas être commandée même si c'est dans son propre intérêt.

La première conséquence de l'arrivée de la droite au pouvoir fut l'apparition du patron dans les entreprises. Dans les entreprises où les ouvriers n'étaient pas prêts à la résistance, furent supprimés petit à petit, les maigres avantages que la législation réformiste accordait aux travailleurs. La nécessité de l'action directe se faisait sentir. Le réformisme apparaissait de plus en plus désuet aux réformistes eux-mêmes.

Cet état d'esprit fut le prélude du mouvement d'octobre 1934. Pour la première fois depuis sa fondation l'U. G. T. voulut sortir dans la rue pour « rétablir la légalité républicaine ». Et pour la première fois l'U. G. T., après la défaite révolutionnaire, était mis hors la loi aux Asturies.

(A suivre).

CHARLES ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

CH. ROBERT.

Le Coin des Jeunes

POUR FRAPPER ENSEMBLE

Répondant à une invitation des Jeunes Socialistes Révolutionnaires les délégués des organisations suivantes se sont réunis le lundi 6 juillet afin de discuter de l'organisation d'une campagne en commun contre les deux ans :

Jeunes Anarchistes-Communistes, Jeunes Socialistes S.F.I.O. (Entente de la Seine), Jeunes Socialistes Révolutionnaires.

Les camarades des J.S.R. nous ont informé que la même invitation avait été envoyée à la Fédération Nationale des Jeunes Communistes et à aux 5 régions parisiennes des J.C., ainsi qu'au Comité National Mixte des Jeunes Socialistes S.F.I.O. lesquels n'ont pas répondu, de même qu'aux Jeunes Pacifistes qui n'ont pu répondre ayant été prévenus trop tard.

Les délégués de chaque organisation précisent ensuite leur position.

Les camarades des Jeunes Socialistes sont prêts à l'action la plus large, mais souhaitent qu'on ne mette pas en question au cours de la campagne commune l'activité des délégués du Parti Socialiste au gouvernement.

Les camarades des Jeunes Anarchistes Communistes pensent qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur les positions communes et écarter les discussions qui pourraient entraîner le déchirement du Comité.

Les camarades des Jeunes Socialistes Révolutionnaires définissent la base politique sur laquelle ils croient un accord possible ainsi que les formes organisationnelles de l'action commune et les conditions permettant une action durable.

Les trois délégations tombant d'accord sur ces bases un camarade est chargé de rédiger le texte qui résumera les points d'accord, qui sera soumis aux trois organisations pour ratification, puis adressé à nouveau aux organisations prolétariennes. Le comité examinera également toute demande provenant d'organisations qui désireraient donner adhésion à la plateforme et à l'action engagée sur cette base.

REALITES FRANÇAISES

Dans une « tribune libre » d'un récent numéro du *Temps* intitulée « Réalités Françaises » Vladimir D'Ormesson relève et critique le discours du commandant Gabriel Péri à la Chambre au cours du débat sur la politique extérieure.

Très bien ces vues sur le problème européen en général, note-t-il. Il y relève avec satisfaction la diatribe communiste sur la nécessité d'une politique réaliste contre les fascismes, celui d'Hitler en particulier, posés comme seuls fauteurs de troubles. D'Ormesson approuve également et comprend toute la valeur de l'entente franco-polonaise et le resserrement des liens qui unissent la Petite-Entente. Parfait bourgeois le journaliste du *Temps* se refuse à rechercher l'origine des troubles européens actuels dans les clauses du Traité de Versailles. Il ne pense pas non plus que la seule voie du salut pour l'impérialisme allemand ce soit la guerre, cette dernière carte à jouer pour tenter de briser le cercle de fer dont le bloc franco-soviétique est le plus ferme soutien.

Enfin, conclut-il, pour cette première partie, sous la bannière de Jaurès, les communistes actuels chaussent les bottes à Delcassé, qui consistait 30 ans plus tôt à établir un système d'alliance pour contrebalancer le pangermanisme.

Ensuite de légères critiques à l'adresse du parti naco pour son entêtement à vouloir par proclamation parler directement aux peuples par-dessus la tête de leurs gouvernants et de nous citer entre autres l'Italie la Pologne, etc.

Vaste rigolade, quand on sait que ces deux peuples en particulier sont sous la botte de dictatures militaires et que les appels tous théoriques du parti communiste ne seront pas entendus par les esclaves, mais lus par leurs maîtres.

Quelques reproches encore au sujet de la différence de la politique Bolchos à l'intérieur et à l'extérieur des Etats.

Politique à usage interne pour satisfaire les godfines de la base (il faut bien sacrifier à la doctrine) et celle qui consiste à conclure des accords avec les gouvernements les plus dictatoriaux.

Jeu dangereux, estime l'homme du *Temps*, paradoxe inouï qui peut à la rigueur convenir à de purs intellectuels pouvant se maintenir sur cette corde raide à force de nuances et de casuistiques, mais les masses ne le suivront pas, car leur logique est plus simple.

En effet, gare à la bûche ! Il faut savoir choisir.

Enfin, tout comme un vulgaire naco, D'Ormesson s'attendrit sur la France, les dangers qu'elle court, les divisions intérieures par suite des grèves, etc., à quoi les communistes peuvent rétorquer qu'ils n'ont pas voulu cela, les coups de freins de Thorez sont là pour le prouver.

Les grèves ! Œuvre des provocateurs, et même des 200 familles, personne n'en doute. En résumé, à part quelques frictions de surface, les politiques de Joseph Prudhomme et celle du parti communiste se rejoignent sur le plan international. On peut même dire que sous la plume D'Ormesson c'est un brevet de civisme qui est décerné par la bourgeoisie française aux dirigeants du grand parti des masses.

Le prolétariat devra donc savoir juger ! Guy.

TOUJOURS LES DEUX ANS

Peu à peu les gouvernements se voient dans l'obligation de parler de la question de la durée du service militaire. Duladier a déclaré devant la Commission parlementaire de l'armée (dont M. Marcel Gittton est vice-président) : « Pas de réduction d'effectifs, pas de réduction du temps de service militaire, tant que le désarmement ne sera pas universel, contrôlé, réciproque et simultané ».

De plus, le ministre a fait annoncer qu'il demanderait aux Chambres de voter avant de se séparer un projet « permettant de pousser la motorisation de l'armée et de construire, notamment, 1.000 tanks nouveaux ».

Ce ne sont certes pas les revendications à l'eau de rose du P. C. qui suffiront à arrêter cette préparation intensive à la guerre. Sans doute l'Etat-Major et les représentants de la bourgeoisie sont-ils prêts à accorder quelques menues faveurs à leurs alliés de gauche. Peut-être arriverait-on à permettre dans les casernes la lecture des journaux du Front populaire, mais, que diable ! en quoi cela pourrait-il déranger le bourrage de crânes nationaliste puisque tous sont d'accord pour la prochainel

Citons, entre autres, l'*Huma* dans laquelle Gittton exprime son avis au rédacteur de l'*Avant Garde* :

« Comment concevoir une France forte si le soldat est exténué par un surentraînement, si la nourriture n'est pas de bonne qualité et s'avère insuffisante, s'il ne peut disposer de tous les soins que nécessite son état physique, s'il ne peut librement et cela dans le cadre des nécessités du service, pratiquer le sport qui fortifie les muscles et accroît l'endurance.

La démocratisation de l'armée entraîne la détermination de liens, de contacts avec la population civile par l'organisation de fêtes, de réjouissances publiques, par un parrainage dont on put, durant la guerre, mesurer les bienfaits. »

Et plus loin :

« On a souligné avec infiniment de raisons qu'il convenait de satisfaire les besoins du peuple et assurer ainsi un barrage infranchissable contre l'hitlérisme qui est à la fois l'ennemi de la liberté, de la paix et du pain des travailleurs. »

La grosse question pour eux c'est de bien nourrir les soldats pour qu'ils soient « en forme ».

Mais la dénonciation de l'impérialisme français, de l'organisation du carnage proche des dessous sordides des grands discours patriotiques et chauvins sont mis au rancart.

Le mécontentement est général chez les jeunes, l'atmosphère est favorable à une campagne contre le militarisme.

Il est grand temps de concrétiser cet état d'esprit en créant une vaste agitation dans tout le pays.

Les promesses de réduction du service militaire dans un avenir éloigné, après la motorisation ou après l'épuration de l'armée sont destinées à faire patienter les intéressés jusqu'à la guerre proche.

C'est tout de suite que nous exigeons la réduction du service militaire, le retour à la loi d'un an.

Si c'est une mesure qui affaiblit la défense nationale et qui menace d'inférioriser la France bourgeoise, tant pis pour la défense et tant pis pour la bourgeoisie.

La Jeunesse Anarchiste.

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE

Groupe Paris-Ville. — Mardi 14 juillet, pas de réunion, tous à la balade de l'U.A.. Mardi 21, à 9 heures précises, causerie sur : « l'Etat et la Révolution », par Ridel.

La Fédération Parisienne de la J.A.C. vient d'éditer des papillons contre les deux ans. Adresser les commandes au « Libertaire », 2,50 le cent et 20 fr. le mille.

L'organisation nationale va éditer une brochure traitant de sa position doctrinale et tactique. Dès aujourd'hui les camarades peuvent souscrire, un nombre de brochures proportionnel à la souscription les remboursera. Montber, secrétaire national au « Libertaire ».

Groupe des Etudiants. — Pendant les vacances se tenir en relation avec Delman au « Libertaire ».

Liaison internationale. — Les organisations syndicalistes et libertaires de jeunes sont priées d'entrer en relations avec l'organisation de langue française, le plus rapidement possible.

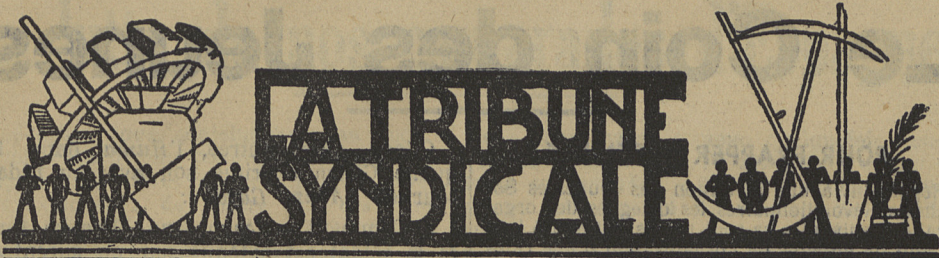
Faire payer les pauvres

Parmi les formules élastiques dont usèrent et abusèrent les militants et les candidats des partis de gauche, lors de la dernière foire électorale, il en est une qui connut un succès tout particulier : Faire payer les riches.

L'obscur besoin de justice des ouvriers se rassasie de peu de chose. Il semblait bon au banal électeur de penser que les riches qui le pressurent allaient enfin rendre gorge. Un peu de réflexion l'ont incité à plus de scepticisme !

Un fait n'en est pas moins acquis, plusieurs millions d'électeurs ont voté pour le programme du front populaire, c'est-à-dire pour de nombreux projets parmi lesquels celui-ci : faire payer les riches !

Or le ministre des finances vient de faire connaître ses projets et déjà le « Temps », le grave « Temps » du Comité des Forges ne lui ménage pas les louanges pour sa « bonne volonté », pour « ses louables efforts de modération » mais surtout pour voir « rejeté catégoriquement l'idée d'un prélèvement sur le capital ».



Pas d'intérêt général en régime capitaliste

Avec une touchante unanimité la presse du Front populaire prétend s'apitoyer sur le sort des petits industriels et petits commerçants mis en difficulté par les réformes sociales arrachées par les travailleurs en lutte.

Sous ce titre : « AU SECOURS DES CLASSES MOYENNES ! » le député communiste Jacques Duclos, indique, dans l'Humanité du 7 juillet, « qu'il faut prendre les mesures qui s'imposent pour que l'application indispensable des lois sociales ne se traduise pas, pour de petits industriels, par la disparition pure et simple... » Puis plus loin Duclos préconise l'« Alliance des prolétaires et des classes moyennes. De ces classes moyennes qu'il faut maintenir DANS L'INTERET MEME DE LA NATION. »

Intérêt de la nation ? Sans doute pour nos néo-nationalistes, qui répudient aujourd'hui le principe de la lutte de classe, cette formule trompeuse peut-être servir leur politique tortueuse de paix sociale, nécessaire, paraît-il, à la sécurité de la France ; comme la formule de l'intérêt général traduit le sentiment de ceux qui les ont précédé dans la voie de la collaboration des classes et du conservatisme social actuel. Ce sont là autant de grues métaphysiques qui perpétuent l'asservissement de la classe ouvrière.

En effet, à quelque degré que ce soit dans la hiérarchie sociale, c'est rappeler une vérité première que d'écrire qu'il ne saurait exister d'intérêt commun entre l'exploiteur et l'exploité, entre le vendeur et l'acheteur, entre le propriétaire et le locataire, entre le profiteur et sa victime.

Aucun lien ne saurait exister entre la classe ouvrière et les classes moyennes composées de petits rentiers qui vivent de la spéculation du travail, de petits et moyens patrons qui vivent de la spéculation de l'homme par l'homme, de petits commerçants dont le mercantilisme est la raison de vivre.

Cette catégorie sociale est, par toutes ses fibres, intimement liée au régime capitaliste. Toutes ses aspirations sont dirigées vers le maintien et le développement d'un système social que les travailleurs se sont donné pour mission de détruire.

Et l'on voudrait nous faire participer au sauvetage de cette fraction de la bourgeoisie condamnée, par les contradictions économiques du régime à disparaître la première. Ce sauvetage, qui, d'ailleurs, ne ferait que reculer l'échéance, ne pourrait s'opérer qu'au détriment de la classe ouvrière à qui on tentera de retirer d'une main ce qu'on lui a accordé de l'autre. On préconise en effet, à cet égard, le renforcement des barrières douanères, la revalorisation des produits, les primes à la production, les emprunts, etc., toutes mesures qui, en

définitive, retomberont sur le dos du salarié-consommateur sous forme d'impôt et d'augmentation du coût de la vie.

Cette conception éhémère de la lutte sociale ne peut être que le fait de gens timorés ou intéressés à la conservation du régime. Elle est une marque de méfiance à l'égard des capacités économiques et politiques du prolétariat qui n'est plus de mise alors qu'il vient d'affirmer sa puissance et sa maturité sociale.

Une organisation comme la C.G.T., qui court vers son cinquième million d'adhérents, grâce à l'action ouvrière, devrait au contraire se féliciter de l'élimination progressive de cette classe tampon dont la prolétarisation doit venir renforcer l'élément agissant du monde exploité.

Au lieu de craindre d'effaroucher la petite bourgeoisie, elle devrait, en face de la décomposition du système capitaliste, poser hardiment sa candidature à la gestion des moyens de production et d'échange ; nul doute que cette attitude nette lui gagnerait la confiance de toutes les victimes de l'exploitation capitaliste et aurait les plus heureuses répercussions dans la lutte revendicative.

Les réformes de structures prévues, dans le cadre légal, par les planistes attardés du Comité confédéral ont été dépassées par l'action illégale des travailleurs. Les masses ont dépassé les chefs et bouleversé les plans des « élites ».

On ne peut plus, aujourd'hui, invoquer que « la masse n'est pas prête ». L'exemple qu'elle vient de donner, les résultats qu'elle a obtenus permettent les plus grands espoirs.

Cependant la classe ouvrière qui vient de passer à l'offensive ne saurait tolérer aucune diversion dans la lutte pour son affranchissement. Elle doit poursuivre en toute indépendance, sur son terrain de classe la réalisation de ses objectifs immédiats qui sont :

- 1° La suppression du chômage par l'application immédiate de la semaine de quarante heures et des grands travaux d'utilité publique ;
- 2° L'extension du contrat collectif au contrôle ouvrier sur la gestion de l'entreprise, permettant de fixer le montant du prix de revient et la marge bénéficiaire pour la détermination du salaire, de préparer l'expropriation capitaliste.

Cette besogne doit être hautement revendiquée par la C.G.T. dans la situation révolutionnaire que nous traversons.

Mais elle ne deviendra une réalité que si tous ceux qui souffrent et qui veulent que ça change, ne se contentent pas de se laisser détourner du but qu'ils se sont assigné et qui est la disparition du patronat et du salariat par l'établissement d'une société basée sur l'égalité économique.

N. FAUCIER.

Sauvons-nous nous-mêmes !

L'article ci-dessus était écrit quand nous avons eu connaissance de la honteuse capitulation du ministre socialiste Salengro devant les réactionnaires du Sénat. Et c'est justement un des représentants patentés des classes moyennes et de la paysannerie, M. Bienvu-Martin, qui a exigé du gouvernement des garanties concernant l'occupation des entreprises. Pressé de questions, l'élu des ouvriers a déclaré aux défenseurs du capital : « LE GOUVERNEMENT EST RESOLU A ASSURER L'ORDRE PUBLIC, ET SI, DEMAIN, DES OCCUPATIONS DE MAGASINS, DE BUREAUX, DE CHANTIERS, D'USINES, DE FERME ÉTAIENT TENTÉES, IL ENTEND PAR TOUS LES MOYENS Y METTRE UN TERME. » Et toutes les vieilles barbes d'applaudir.

Ainsi, les travailleurs en lutte pour la défense du pain sont prévenus. Celui qui entend faire régner l'ordre bourgeois contre l'anarchie (dans ce dernier terme il sous-entend la violation de la légalité bourgeoise), se prépare à jouer en France le même rôle que les Noske et Scheidemann, lors de la révolution allemande.

Cette retraite était d'ailleurs prévue lors de l'accord Matignon du 7 juin, qui contenait cette clause acceptée par les représentants de la C.G.T. et que nous avons dénoncée en son temps : « L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois. » Blum avait lui-même précédé son ministre de l'Intérieur dans la voie des « concessions », lorsqu'il déclarait, voici une dizaine de jours aux représentants des Chambres de commerce, qu'« aucune réoccupation d'usine ne serait à l'avenir tolérée ».

Bref, après son dégonflage du Sénat, Salengro eut une entrevue avec les dirigeants de la C.G.T. à la suite de laquelle il fournit à la presse des informations qui, d'après le Temps, se résument ainsi :

En cas d'une occupation d'usine ou de tout autre lieu de travail, le gouvernement demandera l'intervention des militants du mouvement syndicaliste à laquelle succédera, s'il en est besoin, celle des Pouvoirs publics ; ce serait ensuite la confirmation de ces deux interventions ; puis une intervention commune des militants syndicalistes et des Pouvoirs publics. Enfin, en cas d'insuccès de ces tentatives de persuasion, le gouvernement emploierait d'autres mesures.

Par ces dispositions, le gouvernement du Front populaire se révèle, ainsi que nous l'avions prévu, le meilleur soutien du capital, tant il craint d'être dépassé par l'action révolutionnaire des masses. C'est au moment où les fas-

cistes reprennent possession de la rue et préparent un nouveau 6 février, qu'il se prépare à mater par la violence le mouvement gréviste, et cela avec la complicité des dirigeants de la C.G.T.

Forts de ces nouvelles dispositions, les industriels du Nord viennent d'adresser à leur préfet une protestation contre la réoccupation illégale de certaines usines et se déclarent prêts, en cas de carence gouvernementale, à assurer eux-mêmes le respect de la légalité.

La lutte révolutionnaire va prendre sa véritable figure. Travailleurs, plus que jamais soyons vigilants.

N. F.

NOUVELLES DE TUNISIE

Le 29 et le 30 juin, il y a eu grève dans la briquetterie, englobant 350 ouvriers. L'accord intervenu stipule que la journée de travail sera de 8 heures — au lieu de 10 auparavant — et les salaires de 6 à 17 francs au maximum avec réajustement pour les travailleurs arabes payés à 4,50 pour 10 heures.

D'autres mouvements sont en préparation et organisés pour l'ensemble des corporations.

Jusqu'à présent, les grévistes n'ont pas osé occuper les fabriques, mais tout laisse prévoir que le prochain mouvement emploiera la méthode de la grève sur le tas.

La propagande fasciste italienne donne à plein rendement. Les émissions de la radio italienne se multiplient.

De plus, les agents de la dictature mussolinienne s'agitent.

Voici par exemple, une copie d'une lettre de démission d'un fasciste adressée au Syndicat des Tramways de Tunis :

« A noter que le pauvre idiot qui l'a écrite gagne royalement 750 francs par mois. »

« A la réception de la présente, veuillez me considérer comme démissionnaire du syndicat susnommé pour les motifs suivants :

- 1° Pour avoir entendu, lors de la dernière réunion, des mots contre le régime de dictature existant dans mon pays et contre mon chef de gouvernement, S. E. Mussolini, et ce de la part de M. Ermann ;
- 2° Parce que je suis très content de la dictature des dirigeants de la Cie des Tramways de Tunis ;
- 3° Parce que je n'ai à soumettre aucune revendication, étant très content de mon sort.

Tout ceci de ma propre volonté et sans aucune pression, soit de mon directeur, soit de mes chefs directs. »

Signé : Léonardo Centuze, employé à la Direction de la Cie des Tramways de Tunis.

Adressé au Syndicat des Tramways.

La Tunisie est bien servie, débarrassée de Peyrou, le fascisme italien progresse, spéculant surtout sur la misère atroce qui sévit dans cette colonie.

« Plus que jamais les liens entre les organisa-

tions syndicales de la France et des colonies doivent être reserrés.

La seule barrière contre le fascisme, français, italien ou autre, consiste à grouper le bloc unanime des travailleurs sans distinction de race, dans la lutte pour leurs revendications immédiates et leur émancipation totale. MAVI.

La grève de chez Vuilleminet

A la Maison B.V.R., chez Vuilleminet, 13, rue Bachaumont, qui occupe environ 250 personnes à l'intérieur (il y a 400 ouvrières à domicile environ), les ouvrières commençant à discuter ferme entre elles, le patron crut malin, le mercredi 10 juin, de profiter de l'heure du déjeuner pour fermer ses portes, et à 1 h. 1/2, ses exploitées travaillant au mur au bout de papier sans tête et sans signature portant ces mots : « Fermeture provisoire, à considérer comme congé payé ».

Il faut dire que ce monsieur avait juré ses grands dieux aux 700 ouvrières de l'usine de Corbie (Somme) qu'il accorderait satisfaction au personnel parisien ; en même temps, il accordait à cette usine saqueux améliorait son sort.

A Paris, la riposte s'organisa sans délai, et, sur place, un syndicat se forma sous l'initiative d'un jeune représentant et d'une ouvrière à domicile qui « cueillaient » les arrivantes à la porte ; dès le lundi 15, des piquets gardaient les issues « de la boîte » et M. Vuilleminet, ne pouvant à la fois pourparler et manoeuvrer, une réunion convoquée par lui dans un Bal public tourna à sa confusion, à cause des nombreuses ouvrières à domicile présentes ; il voulut provoquer un vote, mais à l'appel des copains responsables, la salle se vida ; il constitua alors un « Syndicat professionnel » avec les chefs Croix de feu et autres représentants (sauf 2) et les porteurs d'actions qui se faisaient ainsi ses complices.

Le lundi 22, eut lieu l'élection, dans la maison, des délégués ; 6 camarades syndiqués furent élus et 5 créatures du patron ; quant au contrat collectif, il obtint également la majorité pour la C.G.T. avec 58 voix contre 32. Vuilleminet, de ces résultats, le patron était de cahier de revendications à la tête des délégués, le jeudi 24 (alors qu'il avait, la veille, signé un Syndicat patronal le contrat collectif avec le Syndicat ouvrier).

Aussitôt, à 10 h. environ, les militants rassemblèrent « débrayer » le personnel et la grève s'organisa ; les ouvrières à domicile restèrent à la maison, le mouvement était très bien parti, mais il fallut attendre le représentant de la C.G.T. jusqu'à 14 h. 30, et un quart d'heure plus tard, sans aucune explication, on faisait reprendre le travail aux syndiqués.

Une réunion orageuse se déroula le soir ; les ouvrières s'insurgèrent à juste raison contre cette façon de faire ; en effet, voici les piètres résultats obtenus :

Une jeune fille du bureau qui, à 17 ans, avait 48 fr. par semaine, aura 15 0/0 ; de même pour les coupeuses et tout le personnel ; pour les ouvrières à domicile, elles ne furent pas convoquées pour dire leurs 2 délégués ; aussi on leur croira généralement 15 0/0 sur des prix diminués depuis 2 ou 3 ans de 25 à 30 0/0. Ajoutons que l'usine de Corbie s'était remise en grève par solidarité ; disons tout net que la reprise du travail le 24 fut une faute grossière et que les commandes urgentes des grands magasins réouvriers auraient amené une victoire beaucoup plus complète.

Il ne restait qu'à se réunir rapidement, à élire enfin un bureau et à reprendre la lutte dès le premier moment favorable ; les ouvrières à domicile ont été, avec le personnel intérieur, au premier rang de la lutte. Elles ont même seules le pouvoir de remporter une victoire.

L'honneur de M. Vuilleminet est une belle chose, le même que la Légion d'honneur ; mais quand on donne 1 fr. de l'heure (et même moins) à des jeunes filles et fillettes, on n'est pas propre. Sans doute, ces messieurs comptent là-dessus pour les retrouver sur le trottoir !

Une Ouvrière à domicile.

DANS L'ALIMENTATION

La situation s'améliore du côté industriel. De nombreux camarades ont repris le travail avec succès complet. Chez Géo, la grève continue devant l'intransigeance nationale. Pour eux, la solidarité doit jouer, car un mois est déjà passé, ici une question : Orla n'aurait-elle pas partie pour le Sud ? Chez Sany, même situation. Très belle combativité des grévistes. Moral excellent. La aussi une question : La raffinerie ne pousse-t-elle pas activement la construction et l'aménagement des usines de Nantes afin de fermer celles de Paris ? Notre syndicat devra veiller et prendre toute mesure utile. Les commandes de la section syndicale ne doivent pas se tenir en relations très suivies afin d'examiner la situation. Un seul principe doit animer les travailleurs : pleine et entière solidarité en toutes circonstances.

Du côté commercial, la situation reste inchangée à part dans les grosses maisons d'alimentation (Potin, Damoy, etc.) et aux Halles où les travailleurs ont obtenu entière satisfaction et où le travail syndical continue sans relâche.

N'en est pas de même dans le détail. Les pourparlers ont été très longs. Chez les crémiers, patronat de combat, le citoyen Barusse, l'homme des Fermiers Réunis, essaie d'user les travailleurs et ruse jusqu'au bout. Le manque d'éducation syndicale a été néfaste à ces camarades. Pourtant, leur situation est extrêmement misérable, bas salaires, mauvais logement, longue présence, etc. Les clients n'acceptent plus et que les patrons ne veulent pas perdre. Voilà du travail pour la commission d'hygiène et de salubrité et l'inspection du travail. Situation à peu près identique chez les voilureux et cours des Halles.

Mais pour aboutir, il faut que ces ouvriers, disséminés chez plusieurs patrons, coordonnent leurs efforts. C'est une grosse tâche pour le syndicat général de l'alimentation. D'autre part, il faut que celui-ci réunisse les conseils syndicaux le plus tôt possible et forme fermement ces sections syndicales. Attention au « Syndicat professionnel français » d'essence ex-Croix de Feu. Méditons les paroles de H. Boville dans « La Flèche », qui démontre comment la sucrerie Say le patronat suit détruit une section syndicale forte de 2.000 adhérents. Cette offensive patronale qui déjà se déclenche doit être enrayée immédiatement. Ces bougres ont de la pratique et de l'entraînement. A nous de faire vite et de déjouer leurs manoeuvres. Si notre syndicat s'est montré à la hauteur de sa tâche, il ne faut pas qu'il s'endorme. Il faut, le plus rapidement possible, provoquer des conférences où tout le travail fait et à faire se devra d'être discuté. Ceci doit être nettement au point pour septembre au plus tard. De vainqueurs ne devons pas des vaincus. En avant, toujours plus en avant. La période n'aura jamais été si favorable.

Ch. Revenut.

P. S. — Le camarade de chez Lebaudy, présent à la réunion de samedi, pourrait-il me donner de ses nouvelles par le « Libéraire » ?

LE BOUCAU

Au Syndicat du Bâtiment

Le Syndicat du bâtiment, squelettique avant la grève, est brusquement remonté à 800 membres.

Mais l'état d'esprit sectaire et nationaliste n'a pas disparu malheureusement.

Un camarade étranger, unanimement désigné par les travailleurs pour être délégué syn-

dical, s'est vu interdire ce poste par les ex-unitaires, parce qu'il n'était pas Français.

On se demande si la lutte de classes n'existe pas pour les ouvriers qui sont nés en dehors des frontières.

Aux élections du Bureau syndical, appel a été fait à tous les bâtimentiers, syndiqués ou non. Devant la protestation de plusieurs travailleurs organisés demandant que la carte soit exigée à l'entrée, les communistes ont fait en sorte que leur protestation soit enterrée pour mieux se faire écho.

Un Syndicat libéraire.

QUAND LES DIRIGEANTS DEFENDENT LEUR BIFTECK...

Vendredi dernier 3 juillet, à la suite d'une assemblée générale des chômeurs du 13^e arrondissement, et après un appel à l'action directe fait par le camarade libéraire Fréchal, et passant outre à l'appel à la résignation du camarade Fréchal, des élus communistes de Paris, les chômeurs présents, au nombre de 300, ont envahi le hall de la mairie et s'y sont barricadés.

Un cahier de revendications purement locales fut dressé immédiatement, et, devant l'attitude énergique de nos camarades, le maire annonça qu'il était prêt à recevoir une délégation. C'est au milieu d'un déploiement considérable des forces policières et sous la conduite de deux agents en bourgeois que nos amis furent reçus dans le bureau du citoyen Olivier. A ce moment, entrèrent en scène, prévenus ou ne sait comment, deux briseurs de mouvements, Lacroix et Péra, secrétaires de l'Union des Chômeurs, craignant fort probablement pour leur place.

Ils se dressèrent contre les intérêts des chômeurs en défendant les pouvoirs publics. Péra, oléagineux comme toujours, appuya la décision du maire refusant les bons gratuits pour le travail et les bains-douches. Sans doute, ne se lave-t-il jamais.

Il ajouta que le geste des chômeurs devait être réprimé parce que c'était en quelque sorte un geste individuel.

Nous nous applaudissons des deux mains et le geste aurait pu être général dans toute la région si les révolutionnaires en peau de lapin qui dirigent l'Union n'avaient pu de l'Union.

Nous, chômeurs, nous le gouvernement de Front populaire semble ignorer, nous saurons nous faire entendre.

Nous sommes fatigués de vos belles paroles, le peuple ne se nourrit pas de vent, il faut des actes.

Malgré vous, les chômeurs du 13^e ont acquis une réponse favorable du maire sur la plupart de leurs revendications et sauront juger votre attitude.

Grandtif.

A ABBEVILLE

LA MANIFESTATION « LA BARRE »

Elle eut lieu le 5 juillet. Les groupes anarchistes d'Amiens, de Fressenoy et de Feuquières y étaient largement représentés.

Les camarades Bastien du groupe d'Amiens, au nom de la Libre Pensée, et Boclet, du groupe de Fressenoy, au nom de la Fédération des groupes libéraires de la Somme, prirent la parole.

Lorsque la musique entonna la « Marseillaise », nos amis chantèrent l'hymne à l'anarchie.

Aucun incident ne s'est produit. « Le Libéraire », « La Patrie Humaine » et « Le Combat Syndicaliste » furent diffusés.

En résumé, bonne propagande pour nos idées et belle journée pour les anarchistes de la Somme.

Ch. Legry.

FEDERATION PARISIENNE

Comme suite aux décisions du dernier Congrès et en vue de leur application, une réunion du C. I. se tiendra samedi 11 juillet à 20 h. 30 très précises dans le local du « Libéraire ».

- Ordre du jour :
- 1° Nomination des responsables par Secteurs ;
 - 2° Adhésions et cotisations ;
 - 3° Le journal ;
 - 4° Propagande.

Pour le Bureau : Charles Carpentier.

P. S. — Les groupes n'ayant pas reçu de convocation doivent faire le maximum pour qu'un délégué de leur groupe soit présent, car devant la situation actuelle il est plus que jamais nécessaire que la propagande anarchiste soit coordonnée dans la région parisienne.

Communications Diverses

Camarades anarchistes. — Pour tous vos travaux de peinture et de papiers peints adressez-vous à un bon camarade peintre-décorateur, Alexis Roumat, 90, rue St-Louis-en-l'Île, Paris (4^e).

Compagnie théâtrale « Fraternité » 12, rue Fromentin, Paris (9^e).

La Compagnie Théâtrale « Fraternité » entièrement composée d'acteurs professionnels régit par des statuts collectivistes monte pour la saison 36-37 « La Grande Retape » pièce en 4 actes qu'Aurèle Patroni a tirée de son roman pacifiste Pierre 3, Acte 1, Humainité et met sur pied une tournée à travers la France.

L'interprétation en a été confiée à des acteurs ayant tous appartenu à des scènes parisiennes et c'est Julien Berthaud qui mettra en scène, cette œuvre dont la première sera donnée à Paris au début d'octobre.

Les organisations que cette tentative intéresse peuvent se faire connaître pour tous renseignements à Ph. Bouillet, Cie Théat. « Fraternité », 12, rue Fromentin, Paris (9^e).

Pour que vive Le Libéraire

Souscription permanente du 1^{er} au 31 mai

Louman 5, Palanzone 5, Tessier 5, Bressol 5, Mignot Robert 3, Couissinier 5, Mée Georges 1,50, Laveau Georges 10, Albert Gilbert 10, Gachet Pierre 3, Albert Pierre 3, Henri 10, Lorthior Jules 3, Bonlieu 2, Albert Bonlieu de Rennes 10, Grévin et ses copains 30, Romaget 12, Le Lann 10, Richard 2, Ferrague 8, Robert Soulier 6, Gavié 3.

Godefroid 4, Mazeyrat 8, Mévaux Raymond 4, Eychemer 8, Jules Guérin 5, Epsilon 5, Ander 3, Demure 1,25, Albert 1, Marinette 8,50, Rabouille 5, Delignat 20, Georges Jeuland 3, Gollot André 5, Lecq 10.

Demessine 2, Neveu 2, M. A. C. 5, Juliette 4, Meurant 4, Lhopital 3, Ander 5, Phalange Carrières 11, Phalange Carrières 13, Phalange Carrières 14, Périé 6, Legros 4, A bas la guerre 1, Epsilon 5, Jules Guérin 10, Marinette 3, Guy 5, Pierre Mathis 5.

Mira 10, Van Héche 4, Collé 5, Lardau 2,50, Ferrière 3, Bournez 5, Gollot 1, Epsilon 5, Jules Guérin 5, Lecq 5, Durand 10, M. N. 5, Bordier 5, Collecte assemblée générale 126,50, Gatta 3, E. Berthe 10, Un ennemi du peuple 5, Férandi 15, Gaby 2, Marinette 3, Goutières 5, July 4, Babin 5, Epsilon 5, Guérin Jules 5, Lucien Daurat 3. — Total : 572,25.

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Centrale du Croissant (St Nlle) 19, rue du Croissant, Paris-9^e

La Vie de l'U.A.

Commission administrative

Réunion lundi 6 juillet à 20 h. 30. Local habituel Groupe du XIV^e. — Réunion du Groupe ce soir vendredi et demain samedi, de 5 h. à 8 h., au métro Porte d'Orléans. Vente du « Libéraire ».

Groupe du XVIII^e. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudanville. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du XIX^e. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire ».

Groupe Intercommunal Banlieue Sud. — Réunion de tous les copains le lundi 6 juillet, à 20 h. 30, chez Maxime, 51, rue Frilause, à Gilly.

Groupe du 16^e. — Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'écrire ou de se faire connaître, à cette adresse : Max Dégan, 1, impasse des Carrières, Paris (16^e) qui les convoquera en vue de créer un groupe libéraire.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Fige, face à la mairie. On trouve le « Libéraire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la criée, le samedi matin.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 9 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe de Bagnolet. — Le groupe se réunit tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, 27, rue Hoche. Les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe anarchiste de Drancy. — La réunion du groupe a lieu tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, chez Passenon, café des 3-Marches, 50, avenue Marceau ; les copains y trouveront le « Libéraire » toutes les semaines, ainsi que « Terre Libre » tous les mois.

Groupe d'Antony. — Le « Libéraire » et la « Patrie Humaine » sont en vente tous les dimanches matin, de 9 h. à 12 h., place du Marché.

Groupe Libéraire de Nanterre. — Réunion samedi 11 juillet au siège social, 67, rue de Courbevoie. La souscription pour « Lib. » abonde. Otto a rapporté à ce jour 105 francs. Merci à tous.

Groupe communiste libéraire de Draville-Vigneux. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café du Commerce, place de l'Eglise, à Draville.

Groupe Communiste Libéraire d'Aubervilliers. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, 16, rue du Vivier, au Café. Appel est fait à tous les camarades habitant La Courneuve et Le Bourget pour rejoindre le groupe.

Clichy, Gennevilliers, Asnières, Levallois. — Réunion du groupe anarchiste samedi 11 juillet à 20 h. 30, 102, quai de Clichy. Causerie par un camarade sur un sujet d'actualité.

La vente du journal aura lieu aujourd'hui vendredi de 17 à 19 heures, porte Clichy. Les camarades disponibles sont priés d'être présents.

Groupe communiste-libéraire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels. Présence indispensable.

Sannois. — Un groupe anarchiste vient de se former et fait appel à tous les copains des environs.

Pour tous renseignements, s'adresser chez le camarade Nicaisse, 104, rue d'Ermon, à Saint-Gratien.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat Syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, au restaurant Frayse, 101, avenue des Baignolles.

Appel à tous les camarades anarchistes, sans distinction de tendance.